

Budget—M. Abbott

Comme la plupart des députés le savent, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse appliquent un tel programme depuis approximativement un an et demi. Leur programme était d'autant plus généreux qu'il n'était pas imposable. Le plafond est de \$500, et voici les chiffres et les demandes reçus par le ministère: Dans l'Île-du-Prince-Édouard, sur les 20,000 demandes reçues, 16,000 ont été approuvées et il a été versé 5.5 millions de dollars. En Nouvelle-Écosse, 97,000 demandes dont 55,000 approuvées et 19.5 millions de dollars versés. Dans les huit autres provinces, il n'y a eu que 20,435 demandes, dont 15,000 approuvées, et seulement \$3.3 millions versés.

J'admet, monsieur l'Orateur, que ce programme n'est en application que depuis septembre, mais il ne marche pas si bien que le ministère l'avait prévu, parce qu'il n'est pas tellement généreux. Si on me permet de me répéter, dans les huit autres provinces cette subvention s'ajoute au revenu, et les personnes à revenus moyens etc. y voient très peu d'utilité. L'autre point, c'est que ces \$500 ne défraient que les deux tiers des matériaux. Évidemment, bon nombre de petites maisons qui pourraient être isolées ne recevront que \$333. J'ai dit au ministre que, dans les cas où la dépense d'isolement est de \$500, il ne devrait pas y avoir de déduction proportionnelle.

Vendredi, le député d'Ottawa-Carleton (M^{me} Pigott), qui est notre critique en matière de logement, a dit à quel point le logement est important pour les Canadiens. En réalité, c'est bien peu dire. De ce côté-ci de la Chambre, nous sommes tout à fait préoccupés de ce que beaucoup de Canadiens sont mal logés, et même logés à des prix exorbitants, car nous savons qu'il y a un grand nombre de maisons à vendre à ceux qui ont de l'argent. Voilà le hic. Il importe au plus haut point de rendre le logement abordable pour les personnes à bas revenus. J'ai recommandé encore une fois comme je le fais depuis des années, puisqu'il est injuste d'imposer le montant des taxes, que les taxes foncières versées sur la maison qu'on habite soient déduites de l'impôt sur le revenu, à concurrence d'un certain montant. A l'époque j'avais proposé \$500. Maintenant on pourrait aller jusqu'à \$700 ou \$800. Encore une fois j'ai renouvelé cette demande, j'ai recommandé au ministre de la proposer au Cabinet.

Mon parti a également proposé que les intérêts hypothécaires soient déductibles, comme cela se fait aux États-Unis. Il y a énormément de gens qui se saignent aux quatre veines pour payer les intérêts de leur hypothèque et qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts.

Monsieur l'Orateur, cela a été pour moi un honneur de faire quelques observations sur le dernier budget du gouvernement Trudeau qui court à la défaite aux prochaines élections fédérales, dont nous connaîtrons la date incessamment je suppose.

L'hon. A. C. Abbott (ministre d'État (petite entreprise)): Je voudrais signaler, monsieur l'Orateur, que c'est un privilège et un plaisir pour moi de prendre la parole cet après-midi après mon honorable ami de Parry Sound-Muskoka (M. Darling) qui a fait certaines remarques intéressantes, mais insuffisantes. Il a analysé certaines opinions et je crains qu'il n'ait même pas hésité à répéter certains arguments qu'ont préconisé durant le débat sur le budget les divers critiques financiers du parti conservateur. A mesure que les jours passent, toutefois, un nombre croissant d'entre eux ont décidé de ne plus faire la lutte. Je le répète, un grand nombre d'entre eux nous manquent, mais par ailleurs nous ne regretterons pas certains autres.

[M. Darling.]

L'autre jour, je me suis rendu dans Parry Sound-Muskoka, une région très pittoresque. J'ai eu le plaisir de m'y entretenir avec un certain nombre d'hommes d'affaires et un nombre croissant de libéraux.

M. Darling: Il n'augmente pas assez rapidement.

M. Abbott: Non, il n'y en a pas encore suffisamment, mais j'ai tout lieu de croire que d'ici le jour du vote, il y en aura de nombreux autres. Je ne pense pas qu'il y ait un seul député à la Chambre qui jouisse d'une plus grande popularité que le député de Parry Sound-Muskoka, mais si je dois en croire l'accueil chaleureux qu'on m'a réservé dans sa circonscription, il risque de pouvoir profiter davantage de la beauté de sa région après les élections qu'aujourd'hui.

Depuis quelques jours, nous assistons, tant pendant la période des questions qu'au cours du débat sur le budget, à une tentative inquiétante et déprimante de la part des députés de l'opposition d'avilir ce budget, animés par l'énergie du désespoir et avides d'accéder au pouvoir qu'ils sont. Les Canadiens ayant jugé bon de les laisser languir dans l'opposition pendant tant d'années, ce qui se comprend, ils ont présenté tous les symptômes que l'on peut observer chez les désespérés; ils ont essayé d'examiner l'économie canadienne, non pas dans une optique patriotique constructive et loyale mais en saisissant la moindre occasion de critiquer non seulement les réalisations du gouvernement, mais aussi celles de l'économie canadienne, des travailleurs et des citoyens en général, avec le sectarisme qui les caractérise.

● (1752)

L'opposition a tenté par tous les moyens qu'elle a pu imaginer de rabaisser le Canada dans l'estime de tous. Je ne prétends pas que les critiques de l'opposition soient la cause de tous nos malheurs, mais il est indéniable qu'elles ne sont d'aucune utilité au pays ni aux partis de l'opposition lorsqu'elles ont pour but de tromper le Parlement et les Canadiens au sujet de notre performance économique des dix dernières années sous le régime des Libéraux.

Je crois que si quelqu'un veut prendre la parole durant ce débat il devra, afin de réfuter l'accusation diffamatoire, calomnieuse et fausse que l'opposition prépare depuis quelques jours, parler des années 1964 et 1965, époque où notre taux de croissance économique n'a été surpassé que par celui du Japon. Le Canada, dont l'expansion du marché du travail est l'une des plus rapides au monde, a su créer plus d'emplois que tout autre pays industrialisé.

De 1967 à 1976, notre produit national brut, en dollars constants, s'est accru de 53 p. 100, c'est-à-dire du double de celui des États-Unis qui s'est accru de 26 p. 100. Notre revenu disponible a augmenté de 73 p. 100 contre 33 p. 100 aux États-Unis tandis que notre taux d'inflation ne dépassait pas le leur. Je n'ai pas besoin de statistiques complètes pour ajouter qu'en huit courtes années, de 1967 à 1975, la productivité de nos industries de fabrication est passée de 65 à 85 p. 100 de celle des industries américaines. Au chapitre de la fabrication des biens durables, l'écart entre notre productivité et celle des États-Unis est passé de 30 p. 100 à 2 p. 100.

Il est indéniable que le Canada a failli sur le plan économique au cours des deux dernières années. Comme le premier ministre (M. Trudeau) l'a dit à l'Économic Club de New York il n'y a pas longtemps, la situation découle en partie du fait que «nous sommes devenus les victimes de notre propre